



Conseil économique et social

Distr. générale
4 décembre 2024
Français
Original : anglais

Session de 2025

25 juillet 2024-30 juillet 2025

Point 4 de l'ordre du jour

**Élections, présentations de candidatures,
confirmations et nominations**

Nomination de 24 membres du Comité des politiques de développement

Note du Secrétaire général

1. Conformément aux résolutions 1998/46 et 1998/47 du Conseil économique et social, le Secrétaire général a l'honneur de présenter la candidature de 24 expertes et experts, dont les noms et les titres sont énumérés ci-dessous, en vue de leur nomination, à titre personnel, en tant que membres du Comité des politiques de développement pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2025 et expirant le 31 décembre 2027 (voir annexe I).

2. En présentant ces candidatures, le Secrétaire général a tenu compte de la nécessité pour le Comité de disposer d'une expérience diversifiée en matière de développement, comprenant des écologistes, des économistes et des spécialistes des sciences sociales, ainsi que d'un équilibre géographique, d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes et d'un équilibre entre la continuité et le changement dans la composition du Comité. Des informations biographiques sur les personnes dont la candidature est présentée figurent à l'annexe II.



Annexe I

Candidates et candidats à une nomination au Comité des politiques de développement

Sabina Alkire (États-Unis d'Amérique)*, Directrice de l'Oxford Poverty and Human Development Initiative, Université d'Oxford

Carlos Alvarado (Costa Rica), professeur de pratique de la diplomatie, Université Tufts

Debapriya Bhattacharya (Bangladesh)*, membre éminent du Centre de dialogue sur les mesures à prendre

Ha-Joon Chang (République de Corée)*, professeur de recherche émérite, Faculté d'économie de l'École des études orientales et africaines, Université de Londres

George Essegbey (Ghana), Directeur général du Centre de développement et de transfert des technologies du Conseil de la recherche scientifique et industrielle, Ghana

Ahmed Galal (Égypte)*, Président du Conseil d'administration du Forum sur la politique de santé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Arunabha Ghosh (Inde)*, Président-Directeur général du Council on Energy, Environment and Water

Trudi Hartzenberg (Afrique du Sud)*, Directrice exécutive du Trade Law Centre

Jibrin Ibrahim (Nigéria), associé principal de recherche au Centre for Democracy and Development

Anne-Laure Kiechel (France)*, fondatrice de Global Sovereign Advisory

Carlos Lopes (Guinée-Bissau)*, professeur à la Mandela School of Public Governance de l'Université du Cap, Afrique du Sud

Nyovani Janet Madise (Malawi), Directrice des politiques de développement et Chef du bureau pour le Malawi de l'Institut africain pour les politiques de développement

Patricia Miranda (État plurinational de Bolivie), Directrice de la campagne mondiale de mobilisation du Réseau latino-américain pour la justice économique et sociale

Keith Nurse (Trinité-et-Tobago)*, Président du College of Science Technology and Applied Arts de Trinité-et-Tobago

José Antonio Ocampo Gaviria (Colombie)*, professeur à la School of International and Public Affairs, Université Columbia

Izumi Ohno (Japon), professeure émérite, National Graduate Institute for Policy Studies

Åsa Persson (Suède), directrice de recherche et directrice adjointe à l'Institut de Stockholm pour l'environnement

Cristelle Pratt (Fidji), Secrétaire générale adjointe de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

Annalisa Prizzon (Italie)*, chargée de recherche principale, Overseas Development Institute (ODI)

* Candidat(e) à un nouveau mandat en tant que membre du Comité.

Taffere Tesfachew (Éthiopie)*, conseiller principal sur la transformation économique auprès du Tony Blair Institute for Global Change

Kori Udovicki (Serbie)*, Chef du Center for Advanced Economic Studies

Rolph van der Hoeven (Royaume des Pays-Bas)*, professeur d'économie de l'emploi et du développement, Institut international d'études sociales, Université Érasme

Natalya Volchkova (Fédération de Russie)*, maître de conférences à la New Economic School, Vice-Rectrice à l'Académie russe du commerce extérieur

Xufeng Zhu (Chine)*, professeur et doyen de l'École des politiques publiques et de la gestion, Directeur exécutif de l'Institute for Sustainable Development Goals de l'Université Tsinghua

Annexe II

Informations biographiques sur les candidates et candidats à une nomination au Comité des politiques de développement¹

Sabina Alkire (États-Unis d'Amérique)

Directrice de l'Oxford Poverty and Human Development Initiative, un centre de recherche économique créé en 2007 au sein de l'Oxford Department of International Development de l'Université d'Oxford (Angleterre). Elle est membre de la Human Development and Capability Association. Elle a travaillé avec des organisations telles que la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social, le Bureau du Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement, la Commission européenne et le Ministère britannique du développement international. Avec son collègue James Foster, associé de recherche à l'Oxford Poverty and Human Development Initiative, elle a mis au point la méthode Alkire Foster, une méthode largement utilisée pour mesurer la pauvreté multidimensionnelle. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université d'Oxford.

Carlos Alvarado (Costa Rica)

Professeur de pratique de la diplomatie à l'Université Tufts (The Fletcher School). Il a été le 48^e Président de la République du Costa Rica de mai 2018 à mai 2022. Il a également été Ministre du travail et de la sécurité sociale (2016-2018), Ministre du développement humain et de l'inclusion sociale (2014-2016) et Président exécutif de l'Institut conjoint de protection sociale, responsable de la mise en œuvre de la protection sociale et de la promotion des programmes de lutte contre la pauvreté. Avant de se lancer dans la politique, il a travaillé pour Procter and Gamble en Amérique latine. Il est titulaire d'une maîtrise de l'Université du Sussex et d'une maîtrise de l'Université du Costa Rica.

Debapriya Bhattacharya (Bangladesh)

Macroéconomiste et analyste des politiques publiques. Membre éminent du Centre de dialogue sur les mesures à prendre, et chercheur non résident au Center for Global Development. Membre du conseil d'administration de BRAC International et Président et fondateur du réseau de groupes de réflexion Southern Voice. Ancien Ambassadeur et Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'OMC, du bureau des Nations Unies et d'autres organisations internationales basées à Genève et à Vienne (2007-2009) et simultanément accrédité auprès du Saint-Siège au Vatican. Il a également été Président du Conseil de direction de la CNUCED, coordonnateur du Groupe des pays les moins avancés au sein du système des Nations Unies à Genève et Conseiller spécial du Secrétaire général pour les pays les moins avancés, Directeur exécutif du Centre de dialogue sur les mesures à prendre et chercheur principal à l'Institut d'études du développement du Bangladesh. Chercheur principal (Fulbright) au Centre for Global Development, à Washington, D.C. Il est titulaire d'une maîtrise en économie et d'un doctorat en économie de l'Institut Plekhanov d'économie nationale (Moscou). Il a entrepris ses recherches postdoctorales à la Queen Elizabeth House, à Oxford.

¹ La présente annexe n'a pas été revue par les services d'édition.

Ha-Joon Chang (République de Corée)

Professeur de recherche émérite à la Faculté d'économie de l'École des études orientales et africaines de l'Université de Londres, où il est également Codirecteur du Development Leadership Dialogues Institute et du Centre for Sustainable Structural Transformation. Ancien professeur de politique du développement à la Faculté d'économie de l'Université de Cambridge et ancien directeur du Centre of Development Studies de l'Université de Cambridge. Chef de projet « Organisation industrielle et politique industrielle » à l'Economic and Social Research Council du Centre for Business Research à la Faculté d'économie appliquée de l'Université de Cambridge. Coordonnateur du projet « Développement de l'Asie de l'Est et du Sud-Est et nouvelle stratégie de développement : le rôle du gouvernement » de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Directeur du projet « Institutions et développement économique : théorie, histoire et expériences contemporaines » de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement. Professeur invité dans plusieurs universités et consultant auprès de l'ONU et d'organisations financières multilatérales. Titulaire d'un doctorat de la Faculté d'économie de l'Université de Cambridge.

George Essegbey (Ghana)

Directeur général du Centre de développement et de transfert des technologies du Conseil ghanéen de la recherche scientifique et industrielle (CSIR-TDTC). Ancien directeur de l'Institut de recherche sur la politique scientifique et technologique du Conseil de la recherche scientifique et industrielle. Il travaille depuis plusieurs années sur la recherche politique en matière de science, de technologie et d'innovation dans les grands secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de l'environnement, ainsi que dans des domaines thématiques clés tels que les études sur l'innovation, le développement durable, la préservation de la diversité biologique et le renforcement des capacités. Il a travaillé pour diverses organisations nationales et internationales, dont l'UNESCO, la CNUCED, le PNUE, la FAO, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et la Banque mondiale. Il est la personne-ressource dans le cadre du plan d'action du Ghana pour la science, la technologie et l'innovation au service des objectifs de développement durable, lequel est parrainé par l'UNESCO, et facilite l'examen de la politique nationale ghanéenne pour la science, la technologie et l'innovation. Il est titulaire d'un doctorat en études du développement de l'Université de Cape Coast.

Ahmed Galal (Égypte)

Ancien Ministre égyptien des finances (2013-2014). Il préside actuellement le Conseil d'administration du Forum sur la politique de santé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et est un membre actif du conseil d'administration de plusieurs ONG locales, régionales et internationales. Jusqu'en décembre 2016, il était directeur général, depuis 10 ans, de l'Economic Research Forum. Auparavant, il a travaillé pendant 18 ans à la Banque mondiale, où il a mené des recherches et fourni des conseils pratiques aux gouvernements de plusieurs pays. Il a également été directeur exécutif et directeur de la recherche du Centre égyptien d'études économiques. Il est l'auteur et le co-auteur de plus d'une douzaine d'ouvrages, notamment sur le Moyen-Orient. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Boston.

Arunabha Ghosh (Inde)

Expert en politiques publiques, conseiller, auteur, chroniqueur et bâtisseur d'institutions. Il conseille des gouvernements, l'industrie, la société civile et des organisations internationales dans le monde entier. En 2022, le Secrétaire général de l'ONU l'a nommé membre du groupe d'experts de haut niveau sur la crédibilité des

engagements des acteurs non étatiques en faveur du zéro émission nette et la responsabilité qu'ils ont à cet égard. M. Ghosh a fait partie du groupe consultatif du Gouvernement indien sur la démarche de financement du G20 et a fourni des conseils dans le cadre de la démarche « Sherpa » pour la présidence indienne du G20 en 2022-2023. Il est le coorganisateur de la Commission « Our Common Air » et a par le passé coprésidé le Global Future Council on Clean Air du Forum économique mondial. Il est membre de plusieurs groupes consultatifs d'experts internationaux. En 2020, le Gouvernement indien l'a nommé Coprésident du volet énergie, environnement et changements climatiques de la politique indienne en matière de science, de technologie et d'innovation (STIP2020). Il siège au conseil d'administration de la ClimateWorks Foundation et est membre du Climate Crisis Advisory Group. Il est co-auteur ou éditeur de quatre livres et de dizaines d'articles. Il a précédemment travaillé à Princeton, à Oxford, au PNUD (New York) et à l'OMC (Genève). Il est titulaire d'un doctorat d'Oxford et d'un diplôme en économie du St. Stephen's College (Delhi).

Trudi Hartzenberg (Afrique du Sud)

Directrice exécutive du Trade Law Centre (TRALAC) qui axe ses activités sur le renforcement des capacités politiques et institutionnelles en Afrique afin d'améliorer la politique commerciale et la gouvernance et ainsi de favoriser le développement durable de l'Afrique. Elle est économiste et travaille dans les domaines de la politique commerciale et industrielle, de l'intégration régionale en Afrique (y compris la Zone de libre-échange continentale africaine), des politiques relatives à la concurrence, de l'investissement, du commerce des services, du commerce numérique et des droits de propriété intellectuelle. Elle s'intéresse particulièrement au commerce et aux questions de genre, et a développé le programme TRALAC pour appuyer les jeunes femmes responsables politiques au sein des gouvernements africains. Elle a travaillé avec de nombreux gouvernements africains et des organisations régionales et internationales, notamment l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, la Commission de l'Union africaine et le Commonwealth. Elle siège à plusieurs conseils, dont le conseil consultatif des présidents de l'OMC et le comité directeur du Centre africain pour la politique commerciale de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

Jibrin Ibrahim (Nigéria)

Associé principal de recherche au Centre for Democracy and Development, à Abuja (Nigéria). Il a notamment été professeur de sciences politiques à l'Université Babcock, à Ilishan, directeur du Centre for Democracy and Development, directeur national fondateur de Global Rights, une ONG internationale de défense des droits humains, à Abuja (Nigéria), et professeur invité à l'Institut du fédéralisme de l'Université de Fribourg, en Suisse. Il a été membre de plusieurs organisations nationales et régionales de la société civile et a dirigé plusieurs réseaux nationaux et internationaux de sensibilisation et de recherche sur la réforme constitutionnelle, les politiques publiques, la réforme électorale et le renforcement de la société civile. Il a donné des conférences et publié et consulté de nombreux ouvrages sur la démocratisation et la gouvernance en Afrique. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Institut d'études politiques de Bordeaux (France).

Anne-Laure Kiechel (France)

Fondatrice de Global Sovereign Advisory, une entité indépendante qui fournit aux États et aux entreprises publiques des conseils sur les politiques publiques et les questions financières. Par l'intermédiaire de Global Sovereign Advisory, elle conseille actuellement plus de trente pays dans le monde sur des questions

stratégiques, notamment le cadre macro-budgétaire et l'ensemble des mesures à prendre en la matière, la stratégie économique, le périmètre du secteur public, la stratégie de financement et la restructuration de la dette, ainsi que l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de réformes. Elle a plus de 25 ans d'expérience sur les marchés des capitaux de dette et dans la fourniture de conseils aux États, tant au niveau des gouvernements que des entreprises publiques. Elle a été conseillère du Premier Ministre de la Grèce Alexis Tsipras (2016-2019). Elle est diplômée d'HEC et de Sankt-Gallen et titulaire d'une licence en mathématiques.

Carlos Lopes (Guinée-Bissau)

Professeur à la Mandela School of Public Governance de l'Université du Cap, professeur affilié à Sciences Po Paris, chercheur fondateur de l'International Science Council, chercheur principal invité à ODI, et chercheur associé à l'Institut royal des affaires internationales. En 2017, puis en 2022, il a été chercheur invité à l'Oxford Martin School de l'Université d'Oxford. Il est membre du conseil d'administration d'une douzaine d'institutions. Il a occupé plusieurs postes de direction au sein du système des Nations Unies, notamment celui de Directeur des politiques du Secrétaire général Kofi Annan et de Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Il est membre de l'équipe en charge de la réforme de l'Union africaine et a été nommé Haut-Représentant de l'Union africaine chargé des partenariats avec l'Europe en 2018. Il a fait partie de plusieurs commissions internationales. Il est un auteur primé et largement publié, avec plus de 20 livres édités ou signés et des articles parus dans les principaux médias.

Nyovani Janet Madise (Malawi)

Directrice des politiques de développement et Chef du bureau pour le Malawi de l'Institut africain pour les politiques de développement (AFIDEP), un institut panafricain de recherche et de politique dont la mission principale est de générer des données probantes et d'en promouvoir l'utilisation parmi les décideurs africains en vue de l'élaboration de politiques et de programmes solides propres à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Elle supervise des projets dans quatre domaines thématiques : la dynamique des populations, l'éducation, la santé et le bien-être, et les changements climatiques. L'une des caractéristiques de ses recherches est l'analyse de données d'enquêtes à grande échelle, qu'elle applique à la santé de la mère et de l'enfant, à la santé sexuelle et reproductive, à l'égalité des genres, à l'éducation, à la nutrition, à la sécurité alimentaire et à l'environnement. À l'AFIDEP, elle supervise également des programmes visant à aider les gouvernements africains à institutionnaliser l'utilisation de données probantes dans la prise de décision. Elle est titulaire d'un doctorat en statistiques sociales de l'Université de Southampton.

Patricia Miranda (Bolivie)

En tant que directrice de la campagne mondiale de mobilisation du Réseau latino-américain pour la justice économique et sociale (LATINDADD), elle dirige l'approche du contenu et de la justice économique sur la dette (extérieure, intérieure, publique, privée), le financement concessionnel, le financement privé soutenu par le public, et l'architecture financière en général, en croisant les questions de genre et de climat. Elle dirige également les principales actions de sensibilisation de l'Amérique latine et de l'Amérique du Sud auprès du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, du G7, du G20, des gouvernements latino-américains, de parlementaires et du processus de financement du développement aux Nations Unies. Elle a travaillé sur les politiques et stratégies de réduction de la dette dans le secteur public et les ONG aux niveaux local, national, régional et mondial. Elle est titulaire d'un master

en finance de l'Instituto Tecnológico de Monterrey (Mexique) et d'une spécialisation en stratégies de financement public de Debt Relief International (Royaume-Uni).

Keith Nurse (Trinité-et-Tobago)

Président du College of Science Technology and Applied Arts de Trinité-et-Tobago, et ancien directeur et chef de l'administration du Sir Arthur Lewis Community College à Sainte-Lucie. Il a occupé plusieurs fonctions à l'Université des Indes occidentales : Président de l'Organisation mondiale du commerce, Directeur exécutif de UWI Consulting Inc., directeur du Shridath Ramphal Centre for International Trade Law, Policy and Services, maître de conférences à l'Institut Sir Arthur Lewis d'études sociales et économiques et maître de conférences à l'Institut des relations internationales. Il a également travaillé comme professeur adjoint à la Arthur Lok Jack Global School of Business à Trinité-et-Tobago et à l'Institut pour le développement et la coopération internationale de l'Université d'Ottawa. Il a travaillé comme économiste principal et conseiller sur les politiques structurelles et l'innovation au Centre de développement de l'OCDE. Il est actuellement membre expert du cadre pour les statistiques culturelles de l'Institut de statistique de l'UNESCO. Il a par ailleurs été membre du comité consultatif du programme continental de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, membre du panel de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population et membre du conseil académique de l'Observatoire de la région Afrique, Caraïbes, Pacifique sur les migrations de l'Organisation internationale pour les migrations. Il a travaillé comme chercheur et consultant auprès de gouvernements et d'organisations internationales et régionales dans un large éventail de domaines.

José Antonio Ocampo Gaviria (Colombie)

Professeur à l'École des affaires internationales et publiques et membre du Committee on Global Thought de l'Université Columbia. Il a été Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de l'ONU, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes et, dans son pays, la Colombie, Ministre des finances à deux reprises, Ministre de l'agriculture, Directeur de la planification nationale et membre du conseil d'administration de la banque centrale. Il est également membre de la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des sociétés. Il a publié de nombreux ouvrages sur la théorie et la politique macroéconomiques, les questions financières internationales, le développement économique et social, le commerce international et l'histoire économique de la Colombie et de l'Amérique latine.

Izumi Ohno (Japon)

Professeure au National Graduate Institute for Policy Studies, spécialisée dans la politique de développement international, la coopération japonaise au développement, la coopération industrielle au développement et les entreprises et le développement. Depuis 2002, elle dirige le forum de développement du National Graduate Institute for Policy Studies, qui vise à mener des recherches pratiques et orientées vers la politique dans ces domaines. De 2018 à 2020, elle a été directrice de l'Institut de recherche pour la paix et le développement Ogata Sadako de l'Agence japonaise de coopération internationale. Elle a participé à plusieurs comités consultatifs dans le domaine du développement international, notamment en tant que membre du groupe consultatif du Ministre des affaires étrangères sur la révision de la charte de l'aide publique au développement (mars-juillet 2014), Présidente du comité consultatif du Centre japonais de soutien aux entreprises inclusives du Ministère du commerce et de l'industrie (2010-2014) et examinatrice en chef des évaluations de

l'aide publique au développement du Japon (2022). Elle est titulaire d'une maîtrise en affaires publiques de l'Université de Princeton.

Åsa Persson (Suède)

Directrice de recherche et directrice adjointe à l'Institut de Stockholm pour l'environnement. Elle est spécialiste des sciences sociales et de la gouvernance en matière de climat et de développement durable. Elle est également professeure adjointe à la Faculté d'études thématiques sur les changements environnementaux de l'Université de Linköping. Depuis 2023, elle est Présidente du Conseil suédois pour l'action climatique. Elle supervise la qualité de la recherche menée ainsi que les politiques de déontologie et facilite l'innovation en matière de recherche dans les centres de l'Institut de Stockholm pour l'environnement. Elle est membre de l'équipe exécutive et du comité de gestion mondial de l'Institut. Ses recherches portent sur l'interaction entre les politiques et la gouvernance mondiales et nationales, notamment la mise en œuvre des objectifs de développement durable et l'action climatique. En 2020, elle a été nommée par le Secrétaire général de l'ONU membre du Groupe indépendant de scientifiques chargé de rédiger le Rapport mondial des Nations Unies sur le développement durable 2023. Elle est membre de plusieurs comités scientifiques et a co-élaboré la notion de limite planétaire. Elle est titulaire d'un doctorat en politique de l'environnement de la London School of Economics & Political Science.

Cristelle Pratt (Fidji)

Sous-Secrétaire générale du Département de l'environnement et de l'action climatique de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Celle-ci a pour but d'aider les pays membres à s'adapter aux changements climatiques et à atténuer leurs effets, de protéger la biodiversité, de promouvoir l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles, de renforcer la gouvernance de l'océan et de renforcer la résilience face aux catastrophes. Auparavant, M^{me} Pratt a occupé divers postes dans le secteur privé et au sein du Gouvernement fidjien. Elle a travaillé comme consultante pour des organisations telles que le Conseil des organisations régionales du Pacifique, la Banque mondiale, des organismes des Nations Unies et Australian Aid dans les régions de l'Asie et du Pacifique, dans des domaines tels que la lutte contre les changements climatiques, la gestion des risques de catastrophe et la gouvernance de l'océan. Elle a été directrice de la Commission Sud-Pacifique des géosciences appliquées. En 2012, elle est devenue Secrétaire générale adjointe du Forum des îles du Pacifique. Elle est titulaire d'une maîtrise en gestion du milieu marin de l'Université Dalhousie, en Nouvelle-Écosse (Canada).

Annalisa Prizzon (Italie)

Elle est chargée de recherche principale à ODI et s'intéresse à l'architecture de la coopération au service du développement, au financement du développement et aux banques multilatérales de développement. Elle conseille régulièrement les services stratégiques des agences bilatérales de développement, des banques multilatérales de développement et des processus du G20. Son travail l'a conduite dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud-Est, du Pacifique et d'Amérique latine. Avant de rejoindre ODI, elle a travaillé comme économiste et analyste politique dans des institutions universitaires et des organisations internationales telles que le Centre de développement de l'OCDE et le Groupe de la Banque mondiale. Elle est membre du Conseil de l'Association britannique d'étude du développement et rédactrice en chef de la revue *Development Policy Review* et a été membre du Global Future Council on Infrastructure du Forum économique mondial. Elle est titulaire d'un

doctorat en économie et en finances publiques de l'Université de Pavie (Italie) et a été chercheuse invitée à l'Université de Notre Dame, aux États-Unis.

Taffere Tesfachew (Éthiopie)

Conseiller principal en matière de transformation économique auprès du Tony Blair Institute for Global Change. Il a été Directeur général par intérim de la Banque de technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés et Directeur de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). À ce titre, il a géré les travaux de la CNUCED sur l'Afrique et les pays les moins avancés et a été responsable de la préparation de deux rapports annuels majeurs publiés par la CNUCED, à savoir le « Rapport sur le développement économique en Afrique » et le « Rapport sur les pays les moins avancés ». Il a plus de 30 ans d'expérience professionnelle dans les questions de développement national et international, en particulier le commerce et le développement et les domaines connexes de l'investissement, de la politique industrielle, de la technologie, du développement des entreprises et de l'intégration régionale. Il est membre du Conseil consultatif pour le commerce et le développement industriel de la Zone de libre-échange continentale africaine et du Conseil d'administration de la Banque de technologies pour les pays les moins avancés. Il est également professeur adjoint à la Nelson Mandela School of Public Governance de l'Université du Cap (Afrique du Sud). Il est titulaire d'une licence et d'une maîtrise en économie de l'Université de Lancaster, au Royaume-Uni, ainsi que d'une maîtrise et d'un doctorat en économie de l'Institut d'études du développement de l'Université du Sussex, au Royaume-Uni. Il est l'auteur et le co-auteur d'articles portant sur un large éventail de sujets.

Kori Udovicki (Serbie)

Directrice du Center for Advanced Economic Studies (CEVES), un groupe de réflexion et d'action indépendant basé à Belgrade qui se consacre au développement économique, à la consolidation démocratique et au rapprochement des Balkans occidentaux avec l'Union européenne. Elle a notamment été Vice-Première Ministre et Ministre de l'administration publique et de l'autoadministration locale, Ministre de l'énergie et des mines, Directrice du Bureau régional pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants, Gouverneure de la Banque nationale de Serbie et économiste au Fonds monétaire international. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université Yale.

Rolph van der Hoeven (Pays-Bas)

Professeur émérite d'économie de l'emploi et du développement à l'Institut international d'études sociales de l'Université Érasme (Pays-Bas) depuis 2008. De 2009 à 2021, il a été membre du Conseil consultatif des affaires internationales de Ditch et, de 2005 à 2008, il a été directeur de la cohérence des politiques à l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Genève. Auparavant, il a travaillé pendant plus de 30 ans dans différents pays pour l'UNICEF et l'OIT : il a notamment été analyste politique pour l'OIT en Zambie et en Éthiopie, économiste en chef à l'UNICEF à New York, directeur du projet interdépartemental sur l'emploi et l'ajustement structurel à l'OIT, et Directeur du secrétariat technique de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation. Il a publié de nombreux articles sur l'emploi, la pauvreté, les inégalités et les réformes économiques. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université libre d'Amsterdam.

Natalya Volchkova (Fédération de Russie)

Maître de conférences et Directrice du Centre de recherche économique et financière de la New Economic School, et Vice-Rectrice à l'Académie russe du commerce extérieur à Moscou. Elle a notamment été chercheuse invitée au Stockholm Institute of Transition Economics, à l'Université Harvard et au Massachusetts Institute of Technology, et professeure d'économie internationale à l'International College of Economics and Finance, à Moscou. En ce qui concerne les activités civiques et internationales, elle est membre du Conseil d'experts de la Chambre des comptes de Russie, du Conseil des activités de recherche de la Banque centrale de Russie et du Conseil pour le règlement des problèmes mondiaux. Elle est l'auteure de plusieurs publications et ouvrages portant sur des questions économiques et a reçu la bourse VISBY pour chercheurs expérimentés (Suède) et la bourse Fulbright pour chercheurs invités (États-Unis). Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Institut central d'économie et de mathématiques de Moscou.

Xufeng Zhu (Chine)

Professeur et doyen de la School of Public Policy and Management, Directeur exécutif de l'Institute for Sustainable Development Goals de l'Université Tsinghua, Directeur du Science & Technology Development and Governance Center de l'Université Tsinghua, et Directeur du Think Tank Research Center de la School of Public Policy and Management. Il a été professeur à la Zhou Enlai School of Government de l'Université Nankai. Ses recherches portent sur les théories de politique publique, la politique scientifique et technologique, la politique environnementale et climatique, et la gouvernance publique dans la Chine en transition. Il est Vice-Président de la Société chinoise d'administration publique, Vice-Président de l'Association asiatique d'administration publique, Secrétaire général de l'Association chinoise de gestion publique, membre du Conseil exécutif et Coprésident du comité de travail sur les objectifs de développement durable du Réseau des écoles de politique, d'affaires et d'administration publiques. Il est l'auteur de sept livres en anglais et en chinois et a publié plus de 40 articles dans des revues internationales prestigieuses. Il a reçu de nombreux prix académiques nationaux, notamment le prix chinois Distinguished Young Scholars of China. Il est titulaire d'une licence en ingénierie de l'environnement et d'un doctorat en politique publique et gestion de l'Université Tsinghua.